

Numéro 34 - 11 mars 2016

Venezuela

**Commémoration du troisième
anniversaire du décès du
président Hugo Chávez**



Forum international sur « Chávez : un dirigeant du 21e siècle et l'unité de l'Amérique latine et des Caraïbes » au Théâtre Teresa-Carreño de Caracas, au Venezuela, le 5 mars 2016

Venezuela

- **Commémoration du troisième anniversaire du décès du président Hugo Chávez**
 - **Le président Maduro instaure un nouveau système socialiste d'entreprise et appelle les travailleurs à résister à la privatisation**
 - **Le président des États-Unis renouvelle l'ordonnance exécutive qualifiant le Venezuela de menace à la sécurité nationale**
-

Venezuela

Commémoration du troisième anniversaire du décès du président Hugo Chávez

Le troisième anniversaire du décès du président vénézuélien et dirigeant de la Révolution bolivarienne Hugo Chávez, le 5 mars 2013, a été marqué par des cérémonies et des rassemblements au Venezuela et dans le monde.

Au Venezuela, les événements se tiennent du 5 au 15 mars et ont été lancés à 10 heures le 5 mars par l'illumination d'un flambeau en l'honneur du président Chávez. Le brigadier général Carlos Rodriguez Vencomo a dit que le flambeau demeurera allumé pendant 365 jours et passera dans « les quartiers, les rues et les villes ». La tournée du flambeau a débuté dans le quartier 23 de Enero dans la municipalité bolivarienne Libertador à l'ouest de Caracas, la capitale.



Des dirigeants de la région se sont aussi rendus au Venezuela le 5 mars pour présenter leurs hommages au côté du président vénézuélien Nicolás Maduro. Étaient présents le président bolivarien Evo Morales, le président nicaraguayen Daniel Ortega, le président salvadorien Sanchez Ceren, le premier ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines Ralph Gonsalves, le premier ministre d'Antigua-et-Barbuda Gaston Brown, le premier ministre de la République dominicaine Roosevelt Skerit et le vice-président cubain Miguel Diaz-Canel.

Ils se sont joints à des personnalités et dirigeants politiques importants de même qu'à des représentants de l'armée et d'autres secteurs de la société vénézuélienne pour une visite du Cuartel de la Montaña (la Caserne de la montagne), un musée militaire qui est maintenant un mausolée qui abrite la dépouille de Chávez.

Le président Maduro et les autres dignitaires ont ensuite participé à un forum international au Théâtre Teresa-Carreño de Caracas intitulé « Chávez : un dirigeant du 21^e siècle et l'unité de l'Amérique latine et des Caraïbes ».

En Équateur, une cérémonie a eu lieu le 4 mars devant la statue de Simon Bolivar dans la capitale Quito, suivie d'une cérémonie religieuse à la basilique del Voto Nacional. Un concert a eu lieu en l'honneur de Chávez le 5 mars à la Chapelle de l'homme à Quito.



Les Argentins se sont rassemblés le 4 mars au parc Rivadavia dans la capitale, Buenos Aires, devant la statue de Simon Bolivar.

En Bolivie, l'ambassade vénézuélienne a lancé les activités le 29 février qui ont compris une exposition de photographies, un concert et une exposition de monnaies commémoratives célébrant les 59 années de vie de Hugo Chávez.

Cuba a célébré l'anniversaire le 4 mars avec un hommage floral organisé par l'ambassade du Venezuela et l'Institut cubain d'amitié avec les peuples (ICAP) à l'avenue des Présidents à La Havane.



À Cuba, les étudiants vénézuéliens en médecine et des membres des Forces armées boliviennes commémorent Hugo Chávez à l'École latino-américaine de médecine à La Havane le 5 mars 2016.



La jeunesse nicaraguayenne se rassemble à Managua en mémoire de Hugo Chávez le 5 mars 2016.

Le troisième anniversaire du décès de Hugo Chávez est commémoré au Canada



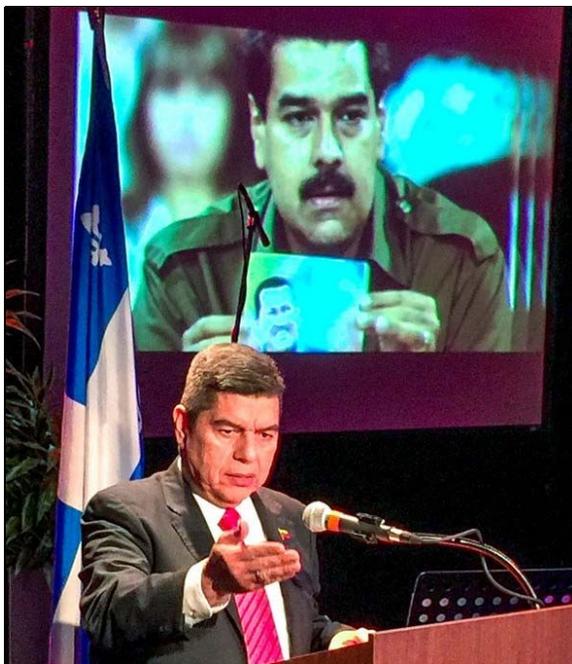
Son Excellence Wilmer Omar Barrientos Fernández, ambassadeur du Venezuela au Canada, lors de la commémoration à Gatineau le 4 mars 2016

Au Canada, le legs du président Hugo Chávez a été commémoré par une cérémonie officielle organisée par l'ambassade du Venezuela à Gatineau au Québec et par d'autres événements dans différentes villes.

La cérémonie interreligieuse à Gatineau a réuni des gens de tous les horizons, dont des dirigeants religieux et politiques, des amis du Venezuela et des membres du corps diplomatique de divers pays. Faisaient partie du programme des performances musicales d'une chorale locale d'enfants et d'artistes vénézuéliens. Des dirigeants chrétiens et islamiques ont souligné la fidélité du président Chávez envers le sort des pauvres et des opprimés et son travail plein d'abnégation pour améliorer leurs conditions. Les ambassadeurs de Cuba, de l'Équateur et de la Bolivie au Canada ont salué le rôle qu'a joué Chávez pour unir les peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes et lutter contre le libre-échange néolibéral mis de l'avant par les États-Unis et pour des échanges et des relations qui reposent sur l'avantage et le respect mutuels.



Les ambassadeurs au Canada des pays membres de Alliance bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique (ALBA)



Enfin, Son Excellence Wilmer Omar Barrientos Fernández, ambassadeur du Venezuela au Canada, a parlé de l'importance de Chávez. Barrientos a dit qu'il a rencontré Hugo Chávez la première fois alors qu'il avait 17 ans et que tous deux ont servi dans les forces armées. Il a dit que les thèmes qui ont marqué la vie de Chávez continuent d'être de la plus haute importance : dignité, souveraineté, paix, patrie et amour.

« Des millions de personnes se souviennent de notre Commandant parce qu'il était un homme humble qui luttait pour la justice et le bien du peuple et pour de nouvelles relations entre les être humains », a dit l'Ambassadeur Barrientos. Il a mis en lumière de façon particulière le caractère anti-impérialiste de la Révolution bolivarienne et le soutien indéfectible du président Chávez à la cause du peuple

palestinien, à l'autodétermination du peuple portoricain et à la résolution pacifique des conflits internationaux. Le legs du président Chávez est perpétué par le travail du président Maduro et dans les institutions importantes qu'il a aidé à bâtir, comme l'ALBA, l'UNASUR, la CELAC, BancoSUR, TeleSUR et Petrocaribe, a dit l'ambassadeur Barrientos.

(Source: TeleSUR. Photos : AVN, Venezuelan Presidency, CubaDebate, ambassade vénézuélienne au Canada, LML.)



Le président Maduro instaure un nouveau système socialiste d'entreprise et appelle les travailleurs à résister à la privatisation



Lors d'une rencontre avec les travailleurs au complexe pétrochimique Ana Maria Campo dans l'État de Zulia, le président vénézuélien Nicolás Maduro a annoncé la création d'une Société de production nationale dans le cadre d'un nouveau système socialiste d'entreprise visant à coordonner les efforts entre l'État, les communes et les entreprises mixtes.

La Société sera dirigée par le président de la Compagnie nationale de téléphone (CANTV) Manuel Fernandez et coordonnera les entreprises publiques clés. Le président Maduro a aussi dit que la nouvelle entité luttera contre « la corruption qui s'est emparée de tous les niveaux du processus de distribution comme un cancer ».

Maduro a également annoncé la création d'une nouvelle école de gestion socialiste pour les employés du secteur public pour fournir l'enseignement technique et une culture en milieu de travail guidée par « une vision orientée vers la production ».

Au moment où le gouvernement prend des mesures contre la guerre économique de l'oligarchie et pour renforcer l'économie nationale, les partis de l'oligarchie à l'Assemblée nationale tentent de privatiser les biens publics et d'attaquer les droits des travailleurs.

Un projet de loi a été présenté à l'Assemblée nationale le 2 mars qui a comme objectif déclaré de « renforcer la production nationale ». Le législateur du Parti socialiste unifié du Venezuela Hector Rodriguez a dit ceci à son sujet: « quand vous commencez à lire la loi, ce qu'elle prescrit c'est la privatisation des terres, des industries de base, des sociétés récupérées (expropriées) de l'État et des mesures pour flexibiliser des lois du travail. »

Le président Maduro a dit que la loi « veut enlever la terre aux paysans, aux autochtones. C'est

absolument illégal, immoral et contraire à la Constitution ». Maduro a dénoncé le projet de loi et exhorté les travailleurs à se mobiliser pour la défense du secteur public.

« C'est une loi qui vise à privatiser et piller le pays comme ils le faisaient quand ils gouvernaient, les Ramos Allup [le président de l'Assemblée nationale] et compagnie, quand ils ont privatisé SIDOR, CANT, VISA et détruit la structure économique du pays. »

« La classe ouvrière doit descendre dans la rue pour affronter et vaincre [la loi], vous pouvez compter sur mon soutien pour la vaincre », a-t-il dit.

(Venezuelanalysis)



Le président des États-Unis renouvelle l'ordonnance exécutive qualifiant le Venezuela de menace à la sécurité nationale

L'Ordonnance exécutive imposant des sanctions contre le Venezuela émise par le président américain Barack Obama en mars 2015 a été renouvelée pour une autre année. Le décret déclare que le Venezuela est « une menace inhabituelle et extraordinaire à la sécurité nationale et à la politique étrangère des États-Unis ». Dans une entrevue en avril 2015, Obama a admis que le Venezuela ne pose pas de menace à la sécurité nationale des États-Unis mais il a dit que c'est ainsi qu'il fallait le qualifier pour imposer des sanctions.

L'ordonnance exécutive a été condamnée par tous les 33 membres de la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC) et par l'Union des nations sud-américaines (UNASUR).

Une déclaration unanime émise par la CELAC appelait le gouvernement des États-Unis à annuler le décret et, avec le gouvernement du Venezuela, à « inaugurer un dialogue, sous les principes du respect de la souveraineté, de la non-ingérence dans les affaires internes des États, de l'autodétermination des peuples et de l'ordre démocratique et institutionnel, conformément au droit international ».

Dans des déclarations publiées en ligne le 4 mars, l'UNASUR déclarait : « Le renouvellement des mesures unilatérales des États-Unis contre le Venezuela est une déception pour les 12 États membres de l'UNASUR parce qu'il viole le principe de non-intervention, réaffirmé par la réunion ministérielle tenue le 9 mars 2015. »

La ministre des Affaires étrangères du Venezuela, Delcy Rodriguez, a dit que l'ordonnance américaine « incite les facteurs anti-démocratiques et violents de l'opposition vénézuélienne à saper les institutions du pays et ses autorités légitimes et constitutionnelles ». Rodriguez a ajouté que le décret est un effort pour créer les conditions pour la restauration du néo-libéralisme partout en Amérique latine et dans les Caraïbes.



Rodriguez a annoncé que suite à la prolongation de l'ordonnance exécutive, le Venezuela va entreprendre un examen de ses relations avec les États-Unis. « Lorsque nous examinons ce qui s'est produit dans la dernière année, nous voyons qu'une offensive disproportionnée a été déployée contre les gouvernements progressistes et révolutionnaires de la région », a-t-elle déclaré. Rodriguez a souligné que cette offensive comprend maintenant de soi-disant coups d'État doux, comme la guerre économique contre le Venezuela.



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca